

**Economie
& Institutions**

Économie et institutions

14 | 2010

Les mots du développement

« Quand l'essentiel est de participer »

Sociologie politique de projets internationaux de développement au Maroc et en Tunisie

Amin Allal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/199>

DOI : 10.4000/ei.199

ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2010

Pagination : 95-116

ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Amin Allal, « « Quand l'essentiel est de participer » », *Économie et institutions* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ei/199> ; DOI : 10.4000/ei.199

Revue Économie et institutions

« Quand l'essentiel est de participer »¹.
Sociologie politique de projets internationaux de
développement au Maroc et en Tunisie

Amin ALLAL²

« Il ne faut pas voir derrière la continuité des mots, la continuité des choses »

Le terme « participation » est devenu une référence incontournable dans beaucoup de pays à travers le monde. Si le mot semble circuler de façon fluide dans les différentes sociétés, dans une multitude de mondes sociaux, il est néanmoins employé par des agents aux capacités d'action inégales, aux trajectoires, intérêts et représentations divers pris dans des relations de pouvoir, dans des configurations sociales et politiques multiples. En ne prenant que des exemples français récents, la « participation » peut correspondre à un discours de légitimation pour un candidat dans un contexte de mobilisation lors d'une campagne électorale (comme ce fut le cas en France lors des dernières présidentielles pour Ségolène Royal et son « désir d'avenir » avec sa « plateforme participative », ses « forums participatifs »...), le même mot peut aussi être une stratégie de distinction d'un syndicat nouvellement créé (par rapport à la CFDT) et à une différence de perception (« l'esprit autogestionnaire »): c'est la « participation des salariés » selon Sud. La « participation » peut encore se référer à la volonté d'une chaîne de télévision de fidéliser ou de gagner des téléspectateurs en les faisant « participer » par SMS aux choix des émissions à retransmettre...

Ces quelques exemples hétéroclites pour ne pas oublier une évidence : l'ubiquité d'un mot en vogue comme la « participation » ne doit pas masquer que ce dernier se rapporte à des réalités différentes, à des configurations sociales économiques et politiques hétérogènes, qu'il définit, légitime, produit ou accompagne des actions multiples, qu'il se greffe à des conflits sociaux, à des représentations différentes du monde.

¹En tunisien : « *Al ibra fil Moucharaka* », en arabe marocain : « *Al Mohim al moucharaka* », ce sont les deux mêmes expressions populaires entendues souvent lors des enquêtes dans les deux pays. Cela semble bien illustrer que la « participation » est devenue incontournable mais comme dans la devise olympique ces expressions ironiques relaient aussi la résignation de la défaite annoncée pour la majorité.

² IEP Aix en Provence/ IREMAM, amin.allal@gmail.com

Dans l'univers du développement international³, qui intéresse cette analyse, le terme est censé se rapporter à une idée et à un dispositif de réforme supposés produire à la fois le développement et la démocratisation dans les pays du Sud. Cela s'inscrit dans les standards de la réforme néolibérale dominante. La référence à la participation qui apparaît de façon importante dans les rapports de la Banque Mondiale et du PNUD au début des années 90⁴ va petit à petit se décliner dans les rapports nationaux des développeurs et quitter la « configuration développementiste »⁵ stricte pour devenir un mot usité par l'administration d'Etat des pays récipiendaires de l'aide et même se greffer au langage commun.

C'est le cas au Maroc et en Tunisie, deux pays très investis par les acteurs du « développement international »⁶ où les organisations internationales (agences des Nations unies, institutions financières internationales...), les ONG internationales, les services de coopération (français, italiens, espagnols, allemands...) mettent en place de multiples « projets de développement ». Ces deux sociétés politiques, aux trajectoires marquées par une « extraversion » ancienne, constituent donc deux cas intéressants pour analyser et comparer la circulation de ce « mot du développement » devenu incontournable : « la participation ».

En suivant la circulation du mot « participation » dans des situations de développement singulières, c'est-à-dire, en observant différentes activités relevant de « projets participatifs » mis en œuvre, il s'agit de rendre compte des usages du terme, des expressions et

³ Nous nous basons sur la définition « méthodologique » de Jean-Pierre Olivier de Sardan (Olivier de Sardan, 1995, p.7), qui propose de définir le « développement » comme : « l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions extérieures à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs ».

⁴ Même si les premiers travaux relatifs à la « participation » datent déjà des années 1970 notamment autour de l'UNRISD (*United Nations Research Institute for Social Development*). Dans les premiers rapports d'importance à faire référence à la « participation », voir notamment celui du PNUD : le Rapport Mondial sur le Développement Humain 1993, *Economica* intitulé « participation populaire au développement humain ».

⁵ La « configuration développementiste » comme : « cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables » (Olivier de Sardan, 1995, p.7).

⁶ Nous nous référons essentiellement aux bailleurs de fonds et aux agents de la coopération bi ou multilatérale « occidentaux ». Nous ne traiterons pas par exemple des réseaux de coopération dits islamiques.

des représentations qui lui sont associées. Cela permet de reconstruire les cadres des contraintes politiques dans lesquels se déploie ce terme mais aussi d'analyser les raisons d'agir liés à l'emploi du mot.

Les questionnements qui guident ce travail sont : dans quelles configurations d'action ce mot est-il employé ? Par quels acteurs et au détriment de quels autres ? Quels conflits existent dans les définitions et usages de ce terme, quelles requalifications cognitives sont opérées ? Quelles actions publiques et politiques sont légitimées ?

Ce travail s'appuie sur une analyse des représentations et des discours « autour » de la « participation » grâce à des entretiens semi directifs menés depuis quatre ans au Maroc et en Tunisie, essentiellement à Rabat et à Tunis, auprès des représentants des bailleurs de fonds du développement international, des ONG internationales, des associations, des cadres de ministères impliqués dans les projets. Mais également, à Tanger et à Gafsa, deux villes où sont « mis en œuvre » des projets et où des entretiens ont été faits avec des représentants des autorités déconcentrées, des élus locaux, des sociétaires d'associations impliquées dans les projets etc Les entretiens ont donc été effectués avec des personnes plus ou moins engagées dans ces processus développementistes. Notre but est de reconstituer l'univers des acteurs pertinents de ces projets, de connaître leurs implications, leurs trajectoires et leurs représentations de leur engagement. D'autre part, il m'a été permis d'assister à plusieurs reprises à des réunions internes d'associations, à des commissions de pilotage mises en place *ad hoc* pour les projets. Cette observation directe permet d'articuler les discours relevés dans les entretiens avec les discours en situation et de voir les actions, les pratiques des acteurs en lien avec la « participation » prônée⁷.

Les projets spécifiques sur lesquels s'appuie cette contribution sont, pour le Maroc, les projets GOLD (*Governance and Local Development*) du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), le PAD (Programme d'Aide à la Décentralisation) financé par la coopération française, le GLM (Gouvernance Locale Maroc) de la coopération canadienne et le PROGOL (Promotion de la

⁷ Le travail de terrain duquel est tiré cette analyse est le matériau principal d'une thèse de doctorat en science politique à l'IEP d'Aix en Provence en cours de rédaction intitulée : « Action publique et réseaux transnationaux de développement. 'Décentralisation démocratique' et pluralisme limité au Maroc et en Tunisie ». Il a été réalisé depuis février 2005 : une observation participante de 6 mois au PNUD Rabat, une centaine d'entretiens semi directifs ainsi que des enquêtes et des observations in situ lors de réunions, des assemblées ou des « journées ordinaires » à Rabat, Tunis, Gafsa et Tanger dans le cadre des projets.

Bonne Gouvernance Locale au Nord du Maroc) financé par l'agence de coopération catalane ACCD et celle d'Espagne AECID. Pour la Tunisie se sera le PDHL (Programme de Développement Humain Local) du PNUD et le PAOTIC (Programme d'Appui aux Organisations de base de Tunisie Inter-Coopération) projet de la coopération suisse. Tous ces projets dont les ressources humaines et financières sont différentes, affichent des objectifs liés à une « promotion du local », à un « développement local participatif »... La « participation » y est présentée comme un « concept clé ». Tous mettent en place des structures *ad hoc* censées garantir la participation. Cela se traduit par la mise en place de commissions dites « participatives » (nationales, régionales ou locales), par la création d'associations⁸...

L'ambition d'analyse comparative n'est pas une juxtaposition de deux expériences. Notre thèse est que l'analyse de ces processus développementalistes dits « participatifs » montre des processus de contrôle et des opportunités d'action dont les ressorts, les dynamiques et les modalités sont différents dans les deux cas. Le comparatisme sert, par le rapprochement entre deux observations ou au contraire par le contraste relevé, à dévoiler ces techniques de pouvoir mais sans aplatir les spécificités inhérentes aux deux cas⁹. Les deux régimes que l'on peut certes classer comme autoritaires ont des histoires politiques différentes. Ce constat est d'autant plus vrai que les périphéries (Gafsa et Tanger) où nous avons fait nos enquêtes sont irréductibles l'une à l'autre.

Cette analyse entend aussi contribuer aux réflexions sur la transnationalisation des actions publiques et politiques. Partant de l'idée que l'« impérialisme symbolique »¹⁰ – repérable notamment dans le fait que l'action publique se dit à travers les mots des organisations internationales – ne signifie pas que derrière la continuité de ces mots (du développement) il y ait nécessairement continuité des représentations encore moins des choses (de l'action publique et politique). En regardant au niveau des réceptions/appropriations et traductions de ces mots du développement mondialisés¹¹ dans deux pays et dans deux localités

⁸ Cela montre bien comme le relève Irène Bellier (Bellier, 2008) que les organisations internationales ont une approche « technicienne » du politique, pour ces organisations : « il suffit de construire les bons mécanismes, les bonnes institutions, voire de développer des processus de consultation pour que les objectifs soient atteints. ».

⁹ Deux articles intéressants à ce sujet, (Bayart, 2008), (Hassenteufel, 2005) et pour un ouvrage de synthèse récent voir (Vigour, 2005).

¹⁰ A ce propos voir les travaux de (Bourdieu, Wacquant, 1998), (Dezalay, Garth 2008) et (Guilhot, 2001).

¹¹ Il n'est pas question pour nous de tomber dans le piège téléologique tout en croyant l'éviter. Notre propos n'est donc pas de dire ce que « la participation » est au Maroc et en Tunisie. Nous ne visons pas une

différents, nous montrerons que la « participation » lorsqu'elle est invoquée est avant tout un discours d'autorité (et d'autorisation sous conditions). Les acteurs dominants des systèmes politiques tunisiens et marocains et les bailleurs de fonds du développement produisent (selon des modalités différentes) les cadres de contrainte de cette « participation » (I). Mais la « participation » vue du côté de ses supposés bénéficiaires, tout en étant reçue comme une injonction de contrôle, n'efface pas totalement les opportunités et les raisons d'agir multiples des acteurs (II).

1. La « participation » comme hégémonie discursive et pratique

Au Maroc comme en Tunisie, la « participation » s'insère dans des histoires d'action publique et politique caractérisées par un processus de centralisation. Les régimes politiques autoritaires respectifs adoptent la rhétorique de la « participation » en période post ajustement structurel au cours des années 90. C'est au cours de ce « moment libéral » (Bayart, 2004) mondial marqué par des discours sur la « démocratisation » et la « promotion de la société civile », sur la « décentralisation » et le « local » que la « participation » apparaît.

Les premières traductions en actes de la « participation » se font en Tunisie par la création des « comités de quartier ». Au début des années 90, alors que le régime de Ben Ali est engagé dans une lutte violente contre les « islamistes »¹², les membres de ces comités, pour la très grande majorité issus du parti quasi unique¹³ au pouvoir le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), assurent une véritable fonction de police. Ces comités de quartier sont à la fois des « structures d'intermédiation entre la population et les autorités politico-administratives et des instruments de contrôle social et politique » (Legros, 2008).

Au Maroc, depuis le milieu des années 90 et la mise à l'agenda royal d'un processus de « transition démocratique » et d'« alternance gouvernementale »¹⁴ qui a vu l'arrivée souvent par

quelconque exhaustivité, au contraire, nous avançons qu'à partir d'une démarche d'enquête et d'analyse situées : des projets de développement précis, des configurations politiques déterminées, il est possible de dévoiler des phénomènes sociaux en lien avec la « participation » promue.

¹² Pour une analyse, voir (Camau, Geisser 2003) et la thèse de (M-B. Ayari, 2009).

¹³ Michel Camau et Vincent Geisser (Camau, Geisser 2003) parlent à cet effet de « stigmatisme mono-partisan » encore présent.

¹⁴ Parmi une littérature importante sur la portée et les limites de « l'alternance », voir notamment : (Catusse, Vairel, 2003), (Ferrié 2000, 2002) et (Tozy, 1999).

cooptation des anciens opposants de gauche dans différents cercles du pouvoir, la rhétorique démocratique et participative est à l'œuvre dans le pays. Cette tendance s'est accélérée depuis l'intronisation du roi Mohammed VI. La création en 2005 par le roi de l'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH) marque la prise en charge explicite du discours de la « participation » par la monarchie (dans son « discours fondateur » du 18 mai 2005¹⁵ le roi insiste sur « l'importance de la participation des populations pour une meilleure appropriation et viabilité des projets... »). L'INDH vise « la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », cela passe notamment par une mise en place de dispositifs localisés « participatifs » : les Comités Locaux pour le Développement Humain (CLDH). Là aussi la stratégie de contrôle politique est une des dimensions prégnante de l'INDH (pour son exécution l'INDH s'appuie d'ailleurs sur les structures du ministère de l'intérieur).

Dans les deux pays, mais à des degrés divers, c'est notamment le prétexte sécuritaire de lutte contre le « terrorisme islamiste » qui produit ces politiques « participatives » avec ses comités censés s'étendre sur tout le territoire national. Bien entendu ces stratégies sont prises dans les jeux et enjeux politiques localisés qui font qu'elles ne se déploient pas de façon homothétique dans des contextes infra nationaux différents¹⁶. Ce rapide retour sur les situations politiques récentes dans les deux pays permet de rappeler dans quelles trames générales, dans quelles historicités singulières se jouent les interactions que nous observons.

Au cours des entretiens et des observations *in situ* réalisés au Maroc et en Tunisie dans le sillage des projets de développement spécifiques cités plus haut, il ressort plusieurs caractéristiques accréditant le fait que dans les deux pays le discours sur la « participation » est d'abord un discours d'autorité.

1.1. Paternalisme, disciplinarisation et mise en adéquation par rapport au discours du chef

Dans le cadre de ces projets de développement, et ce dans les deux pays, les agents des autorités déconcentrées principalement les représentants des wilayas¹⁷ occupent des places importantes dans

¹⁵ Discours de « SM le Roi Mohammed VI à la nation » Rabat, 18/05/2005. Dans ce discours le roi parle de « participation à la vie sociale et économique », de « participation des populations », de « large participation des citoyens ».

¹⁶ Aziz El Iraki rappelle à juste titre dans son analyse du cas marocain l'« hétérogénéité des périphéries », (Iraki, 2003).

¹⁷ La wilaya : le gouvernorat qui correspond à une préfecture française aux compétences élargies.

les processus décisionnels des projets¹⁸. Ceux-ci, conformément à leurs fonctions et à leurs rôles, produisent un discours sur la « participation » relevant d'une injonction au non conflit, à la non subversion et à la non provocation, un discours paternaliste exprimant notamment une nécessité d'encadrement des « jeunes ». La « participation » est aussi, mais cette fois de façon différente dans les deux pays, associée à une perception singulière du rôle de la « société civile ». Tous ces discours souvent mâtinés de références et d'imputations positives aux chefs de l'Etat rythment la plupart des entretiens réalisés au Maroc et en Tunisie.

A Gafsa le discours sur la participation est l'occasion de relayer une image prégnante, celle de la Tunisie du consensus. Ainsi, un cadre de la délégation¹⁹ de Gafsa Sud, parmi d'autres, interrogé sur la « participation » me dit : « En Tunisie et c'est une dimension culturelle et historique, nous sommes un peuple pacifique qui fonctionne sur le consensus, la participation s'intègre dans cette logique là » (entretien personnel, mai 2008). Ce discours revient souvent dans la presse officielle et bien au-delà. Il n'explique ni ne produit l'obéissance à lui seul mais il s'inscrit dans le discours hégémonique du parti-Etat au pouvoir.

Un peu plus loin au cours du même entretien et lorsque relançant mon interlocuteur sur les protestations importantes qui se déroulaient en même temps dans la région minière de Gafsa²⁰, celui-ci me répond : « ce sont des problèmes qu'il faut régler et justement les mesures de monsieur le président pour les jeunes chômeurs vont dans ce sens mais les gens ne prennent pas leur mal en patience. S'il y avait plus de participation ils comprendraient ».

La « participation » et cela revient dans plusieurs entretiens avec des agents des autorités déconcentrées, des élus locaux, et des sociétaires d'associations impliqués dans les projets, est tout d'abord décrite en termes de « non conflit ». Le discours paternaliste produit développe une vision pédagogique de la « participation » dont le but est d'assurer l'assimilation de la décision.

Au Maroc, les entretiens avec des agents de la wilaya de Tanger et d'autres acteurs impliqués dans les projets rendent compte de représentations proches. Notamment, le cadre chargé de la coopération internationale dans la Division des Collectivités

¹⁸ Les coordinateurs des projets sont souvent des cadres des wilayas respectives. Dans les projets en Tunisie l'hégémonie du parti-Etat est frappante là où au Maroc malgré la prépondérance des agents de la wilaya, les projets sont garnis d'une multitude d'acteurs de la « société civile locale ».

¹⁹ La délégation est l'échelon administratif inférieur à la wilaya.

²⁰ Au moment de l'entretien, les protestations les plus importantes dans leur ampleur et leur durée qu'ait connues la Tunisie depuis 1984 se déroulaient dans les principales villes minières du bassin minier de Gafsa. Pour plus de précision Cf. (Chouikha, Gobe, 2009) et (Allal, 2010).

Publiques Locales de la wilaya de Tanger impliqué dans tous les projets cités me disait : « La participation permet d'absorber el fawda (l'anarchie, les troubles) pour que les gens comprennent les grands chantiers du pays » (entretien personnel, juin 2008). Ici aussi, la « participation » est un outil d'ordre et de pédagogie. Elle est associée aux « grands chantiers », expression qui au Maroc correspond aux projets royaux.

Le discours sur la participation est également assez souvent associé aux « jeunes » et à leur nécessaire « encadrement ». Ainsi, dans les deux pays, plusieurs qualificatifs reviennent, nous avons cité « *El fawda* » il y a aussi « *el mouchakssa* » « *querelle, controverse* » (employé surtout en Tunisie), « *el haraj* » « *agitations* » ... Souvent, « *El Moucharaka wa nidham* » (« la participation et l'ordre ») sont indissociables dans ces discours et toutes ces expressions sont rapportées aux « jeunes ». En effet, les « jeunes », catégorie floue dont on peut dire ici qu'elle semble désigner les hommes célibataires sans emploi des quartiers populaires²¹, est une « cible » de ces discours sur la « participation ». Là ces discours renseignent sur un « problème », une préoccupation importante dans les deux pays : l'emploi des jeunes²² et leur contrôle politique. Il est dit par exemple par le coordinateur du PDHL à Gafsa que la « *participation c'est pour que les jeunes ne fassent pas de problèmes* », de la même manière le responsable du PROGOL à Tanger dit qu'« *il faut que ces jeunes s'occupent, participent pour qu'il n'y ait pas une autre bombe* ».

Enfin, une autre dimension décelable dans ces discours sur la « participation » est le discours sur la « société civile ». A Gafsa, le discours sur la « participation » lorsqu'il est associé à la « société civile » est encore une fois mis en relation avec les discours du président de la république et sert une stratégie de disciplinarisation des associations. Ainsi, par exemple, lors d'une visite de bailleurs de fonds à Gafsa, une cérémonie fut organisée où le délégué a pris la parole en ouverture. Dans son introduction en français il semblait lire la plaquette de présentation du projet PDHL en citant des « mots clés » comme : la « concertation », la « participation », la « société civile », la « bonne gouvernance »... à la différence près qu'il a ponctué son intervention à deux reprises par : « grâce à l'action du président.. » et « suivant les directives avant-gardistes du président ». S'adressant ensuite en arabe (en tunisien « officiel », genre d'arabe des médias rythmé par des expressions tunisiennes) et sur un ton plus martial, il s'appuie beaucoup plus volontiers sur les discours du

²¹ Pour une analyse de la « jeunesse » dans le monde arabe et notamment de ses « constructions », voir (Bennani-Chraïbi, Farag, 2007).

²² Les mouvements de diplômés chômeurs sont depuis quelques années parmi les mouvements de protestation les plus importants au Maghreb, Cf. pour une analyse du cas marocain (Emperador Badimon, 2007) et pour la Tunisie, à propos de Gafsa, (Chouikha, Gobe, 2009) et (Allal, 2010) op cit.

président, ses « directives », son « action clairvoyante » etc... Il fait référence aux associations locales (en pointant du doigt les sociétaires présents dans la salle) qui « ont été créées grâce à la volonté du président », « qui a consacré une journée pour les associations ». Selon lui, les associations doivent travailler pour le « bon développement », ne pas passer leur temps à se « chamailler ». Il dit ensuite que la « participation » sert à encadrer les jeunes pour qu'ils soient réalistes, « c'est le rôle de la société civile de s'occuper de ces jeunes pour qu'ils grandissent et sachent comme nous sommes bienveillants ».

A la sortie de cette cérémonie, les sociétaires des associations invités ont bien reçu le message comme une injonction à faire profil bas : « il nous menace », « il nous demande seulement une participation officielle et par la négative », « on sait tous ce qu'on ne doit pas faire et c'est tout, il nous demande de ne rien faire en tout cas pas d'avoir l'initiative. » (Entretiens personnels).

A Tanger, le discours sur la « société civile » s'il est aussi parfois ponctué par des affirmations du genre « il ne faut pas qu'ils dépassent les bornes » (entretien avec un cadre de la wilaya de Tanger chargé de la coordination des projets). Le contexte est plutôt depuis une dizaine d'années à la pluralisation des acteurs de la « société civile »²³, les associations ont une marge de manœuvre plus grande. Dans ce contexte le discours des autorités mobilise d'autant plus la « participation » en relayant une certaine idée de la compétition des acteurs associatifs, « il est plus intéressant que tous aient leur mot à dire » (entretien cadre de la wilaya de Tanger)... La multiplication des acteurs se positionnant dans le champ associatif en fait un univers fragmenté ce qui est loin de contredire la stratégie de contrôle et d'arbitrage des autorités²⁴.

In fine, la « participation » apparaît bien ici comme un « mot du pouvoir » (Rist, 2002) qui vient se fondre dans des discours d'autorité et d'ordre au long cours. De façon générale les extraits d'entretiens et les discours en situation relevés montrent que de façon dominante la « participation » est un discours de la non contestation, de la mise au pas. Dans les deux pays, ces discours sur la « participation » dévoilent des rapports paternalistes et d'autorité dont les autorités locales ne sont pas les seuls producteurs. Ainsi, la

²³ Cette pluralisation des acteurs ne correspond pas à un « pluralisme politique », pour une analyse de la fragmentation et des reconfigurations des régimes politiques Cf. (Camau, Massardier, 2009).

²⁴ Nous pourrions d'ailleurs relever que ce mode de gouvernement est ancien au Maroc où la monarchie a toujours veillé au morcellement du champ syndical, partisan et aujourd'hui associatif pour tenter d'avoir le monopole de l'arbitrage, du patronage.

« participation » est aussi un discours d'injonction paradoxale²⁵ de la part des techno-bureaucrates des organisations internationales.

1.2. Participe ! Mais non, pas comme ça

Les représentants des bailleurs de fonds du développement installés à Rabat et à Tunis sont aussi porteurs d'une autre forme de discours d'hégémonie lorsqu'ils invoquent la « participation ». Ainsi, les entretiens réalisés auprès du personnel du PNUD, des représentants de la Banque Mondiale et des agences de coopération bilatérale et les observations *in situ* effectuées montrent une similarité assez frappante dans les deux pays: le discours sur la « participation » est un discours d'injonction à faire quelque chose qui est tout de suite « freiné » par une perception des « bénéficiaires » comme incompetents.

Des expressions comme « Ils ne savent pas participer », « ils n'ont pas les moyens de bien participer », « il faut les aider à mieux participer », « les accompagner pour participer »... reviennent souvent dans les entretiens. Il est souvent développé une idée de l'incompétence des « populations locales » qui ne seraient pas qualifiées pour la « participation ». Une représentation misérabiliste²⁶ est développée dans les couloirs de ces organisations de développement à propos de ces « vulnérables », de ces « pauvres », de ces « communautés », de ces « jeunes », de ces « femmes » qu'il s'agit de faire participer à « leur propre développement ».

Ainsi, en est-il, par exemple, lors d'une demie journée « ordinaire » consacrée à refaire le nouveau site Internet du PNUD au Maroc. Une commission composée de plusieurs agents du Bureau pays PNUD a été constituée (observation participante, mai 2005). Il s'agissait notamment de choisir des photos destinées à aller sur le site Internet pour illustrer les activités et les « unités » du PNUD au Maroc. Au moment du choix des photos pour la page Internet des projets de « lutte contre la pauvreté », et après une longue « concertation », 3 photos sur 5 sélectionnées représentaient des vues du « monde rural » : des maisons, des gens qui semblaient tout à fait prospères. Aussi dans l'une d'entre elles on voyait une maison avec une cour, avec des poules et des moutons, devant laquelle il y avait un puits. Les justifications des uns et des autres à propos du « dénuement » supposé qu'était censé illustrer cette photo était : « regardez leur maison n'est pas construite en dur et il y a un puits

²⁵ L'obligation de participer correspond de fait aux injonctions paradoxales du genre « sois spontané ! » qui enferment le destinataire du propos dans une double contrainte sur laquelle les psychanalystes travaillent de longue date, cf. notamment (Watzlawick et alii, 1975).

²⁶ Jean-Pierre Olivier De Sardan développe cette idée d'un misérabilisme inhérent au projet développementaliste, Cf. Olivier De Sardan op. cit.

derrière donc ils n'ont pas l'eau courante ». Cette photo représentait en fait la maison d'un notable nanti d'un village du moyen atlas marocain.

Une autre photo, l'une des deux choisies en « milieu urbain », était censée représenter un « quartier pauvre » de la ville. On y voyait des enfants d'une dizaine d'années jouant au football avec une balle improvisée : une bouteille de limonade, devant une benne débordant d'ordures. Là aussi la « tranche de vie » que représentait cette photo était plutôt celle d'un quartier moyen d'une grande ville du pays, en l'occurrence le quartier de *Diour Jamaa* de Rabat, pas du tout une zone de « misère ».

Finalement, la « pauvreté » semble se réduire à une condition étrange et éloignée pour les développeurs: vivre à la campagne, habiter dans un quartier « moyen »... De manière générale les dispositions sociales et les préoccupations professionnelles (la majorité du personnel est souvent prise dans un travail bureaucratique qui l'oblige à rester dans les sièges des organisations et très rarement visiter les « projets », les « terrains ») des représentants des bailleurs de fonds de Rabat et de Tunis expliquent sûrement ces représentations dominantes.

Cette perspective misérabiliste prégnante implique et explique en parti ce paradoxe de l'injonction à participer simultanément accompagnée d'une disqualification des éventuels participants. Dans l'imaginaire de la plupart des développeurs, les groupes « cibles » du développement et de la « participation » sont perçus comme inaptes. Les effets concrets de cela étant que dans la majorité des projets il y a création *ad hoc* d'associations pour avoir des interlocuteurs « valables ». Très souvent aussi il est choisi des intermédiaires plus « compétents » comme les ONG internationales.

La « participation » se fonde donc bien comme un « mot du pouvoir » dans une série d'injonctions des autorités et des représentants des bailleurs de fonds qui lui impriment son sens hégémonique. Au-delà des discours et des représentations dominants sur la « participation » et dans le cadre des projets analysés, les processus de sélection d'acteurs engagés au sein des dispositifs mis en place démontrent aussi des logiques de hiérarchie et d'hégémonie.

1.3. Sélection des « participants » dans les dispositifs « participatifs »

Dans le cadre des projets de développement cités, il est souvent question de mettre en place des commissions dites

participatives²⁷. L'analyse des processus de sélection des acteurs dans ces projets permet de voir quelques grandes tendances de cette « participation » en actes.

Dans les projets qui nous concernent en Tunisie, une grande application à la cooptation d'agents du parti-Etat est faite. En dehors des cadres de l'administration déconcentrée, du parti et de ses différentes antennes et des représentants des bailleurs de fonds, il n'est que quelques acteurs réputés « indépendants » de la « société civile ». Ceux-ci semblent à eux seuls créditer le « pluralisme » et la « dimension participative » des projets. Les deux principales associations à Gafsa impliquées dans ces projets ont été constituées dès le lancement du premier volet du projet PDHL. Sans insister plus sur le contrôle politique et policier à l'œuvre en Tunisie sur le milieu associatif²⁸, il est évident que ces associations n'ont aucune marge de décision ou d'autonomie dans ces projets de développement. Celle des deux associations qui va le plus loin dans l'affichage de son indépendance est formée d'un groupe d'élites locales, des lettrés (architecte, médecin, avocat, professeur d'université ou de lycée...), des amis qui se côtoient par ailleurs et qui pour certains d'entre eux ont une expérience de la militance dans le syndicat étudiant UGET dans les années 80 puis à la Centrale syndicale l'UGTT ou dans les associations de droits de l'Homme. Ces expériences sont souvent de l'histoire ancienne. La plupart ayant cessé le militantisme.

Au Maroc, le tamis « participatif » dans le cadre des projets de développement permet surtout à plusieurs associations, souvent créées *ad hoc* ou parfois créées dans le cadre d'un projet de développement précédent, de se positionner dans les dispositifs participatifs locaux mis en place. Ces associations ont des profils assez différents : elles peuvent être « familiales » ou « ethniques », de « quartier » ou « régionales », constituées d'élites lettrées anciennement de gauche ou dirigées par un diplômé chômeur, par une figure « jeune » du quartier... elles semblent néanmoins toutes correspondre, *a minima*, aux critères de sélection suivants : elles ne sont pas explicitement « militantes » c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de lien avec les réseaux constitués d'associations comme les « diplômés chômeurs », les « droits de l'Homme », les associations contre la cherté de la vie, pour la protection des sans papiers²⁹... Elles ne sont également pas liées aux mouvements islamistes et très rarement à

²⁷ Les appellations sont différentes selon les projets : commissions de pilotage, de suivi, participatives etc

²⁸ En amont pour la constitution d'une association, le ministère de l'intérieur contrôle par le biais d'un système de renseignement spécifique : le bulletin B2, tout membre potentiel d'une association. Pour une analyse de la « société civile » tunisienne Cf. (Desmères, 2000).

²⁹ Pour une analyse récente sur l'action associative au Maroc, Cf. (Cheynis, 2008).

des partis politiques. Il est également vivement déconseillé de s'associer avec un « notable local » et ses réseaux clientélistes que ce soit en temps de campagne électorale ou même en « temps froid » avec les associations qui lui sont liées (entretiens et observations). Ces derniers seraient des « corrompus doublés d'analphabètes » (entretiens avec représentants PNUD)... Ces critères de sélection sont explicitement affirmés aussi bien par les représentants des bailleurs de fonds que par les associations locales choisies qui parlent de « peur de la récupération politique », ou également de la « perte de temps qu'une politisation engendrerait car cela provoque des conflits »... Cet état de fait semble notamment correspondre à une tendance générale observable au Maroc : la disqualification des élus³⁰.

Cette analyse rapide des logiques de sélection dans ces projets dits participatifs montre encore une fois que les critères du contrôle politique « antipolitique »³¹ sont prégnants dans les deux pays dans le cadre de ces dispositifs mis en place.

La « participation » fruit de l'enchevêtrement des stratégies politiques de contrôle voulues par les autorités et des préoccupations et représentations des bailleurs de fonds du développement apparaît bien, dans le cadre de ces projets, comme des discours et des pratiques d'hégémonie. Néanmoins, cette première dimension de l'analyse des usages de la « participation » reste insuffisante. En effet, quelles sont les représentations et les pratiques de la « participation » pour les supposés « bénéficiaires » et pourquoi sont-ils de la partie ?

2. « Participer » tout de même

Du côté des « bénéficiaires », des « populations »³² qui sont censés profiter de l'opportunité de ces projets de développement pour « se prendre en charge » et « décider de leur avenir », on peut constater deux choses différentes que l'expression populaire fréquemment utilisée dans les deux pays « l'essentiel est de participer » indique bien : 1/ On est perdant de toute façon et 2/ l'essentiel est de le faire pour autre chose.

Les vertus magiques de la « participation » telles que présentées par les développeurs sont rarement entendues comme telles par les prétendus bénéficiaires de ces projets « participatifs ».

³⁰ A ce sujet, voir notamment l'analyse comparative (Catusse, Karam, 2009).

³¹ Pour une analyse à partir du cas du Lesotho, Cf. (Fergusson, 1990).

³² Cette catégorisation est sûrement problématique mais nous la gardons pour le moment pour analyser les effets de ces désignations par les développeurs. Pour une analyse des groupes d'acteurs engagés dans les projets Cf. *infra*.

Personne ou presque³³ n'est dupe. Il suffit d'interroger les personnes (sociétaires d'associations de quartier, élus municipaux ou juste habitants d'un « quartier cible »...) à ce propos pour se rendre compte que les représentations de la dite « participation » sont bien loin de la rhétorique internationale qui lui prête vertus démocratiques, développement etc... Au contraire, de façon ironique et dans les deux pays qui nous intéressent, les personnes interrogées développent souvent des expressions, des images, des métaphores accréditant l'idée d'une participation/contrainte. Ainsi, il est frappant que lors des entretiens à Tanger et à Gafsa, et à plusieurs reprises, la métaphore de la cour de récréation (relevée également par Irene Bono³⁴) revient souvent. La « participation » est d'abord une aire de jeu temporaire octroyée et sous surveillance.

En effet, un responsable d'association locale dans le quartier périphérique paupérisé de Bir Chifa à Tanger interrogé sur la « participation », me dit : « on est considéré comme des enfants dans une cour de récréation, on nous laisse jouer un peu mais pas trop, on a des heures précises, on ne doit pas sortir des frontières et de temps en temps on nous punit et puis le maître tu sais qui c'est, sa punition peut être dure » (la traduction est de l'auteur).

A Tanger, il existe à propos de ces commissions participatives une idée de transgression relative. On serait dans une sorte de « carnaval » où le droit est donné de s'exprimer, de se plaindre. On est dans une transgression limitée dans le temps et dans l'intensité. Ces « espaces participatifs » sont aussi perçus comme ayant une sorte de vertu thérapeutique en soi. Des phrases comme « Au moins on nous laisse donner notre avis et c'est nouveau », « parler même un peu c'est mieux que rien » reviennent souvent. Ces propos se réfèrent aux « changements », à la libéralisation politique qui caractériseraient le Maroc depuis les années 90.

A Gafsa, les entretiens réalisés avec les sociétaires d'associations dont certains parlent pourtant également de « *cour de récréation* » et de « *terrain de jeu* »... insistent plus à travers ces mêmes expressions sur la mise sous tutelle du parti, sur la surveillance policière, sur leur incapacité à « *faire avancer les choses* », « *à être écoutés* »...

³³ Il est bien entendu toujours quelque expert « local » ou association spécialisée qui se font ardents défenseurs de « la participation », mais mis à part ces minoritaires dont le fond de commerce est la production de discours, de plaquettes de présentation... valorisant la « participation », la plupart ont une représentation critique de la dite « participation » qui s'exprime aisément au cours des entretiens.

³⁴ Cette thèse de science politique porte plus spécifiquement sur l'Initiative Nationale du Développement Humain dans la contrée de El Hajeb près de Meknes au Maroc. Elle est disponible en italien sur le site internet : www.fasopo.org.

Le sentiment de la défaite annoncée (plus prégnant à Gafsa qu'à Tanger) est probablement également dû au fait que l'organisation et la mise en place de ces dispositifs participatifs est aussi une façon de contrôler, d'orienter ou même de discréditer la parole et la demande de certains.

En effet, l'observation des interactions dans les commissions montre une certaine organisation de la prise de parole qui dénote d'une hiérarchie singulière entre intervenants.

Au Maroc, dans le cadre des projets, les commissions locales mises en place³⁵ sont l'occasion, nous l'avons dit, de prises de position et de critiques parfois directes. Ainsi, lors de la commission de développement local participatif de Bir Chifa (observation directe juillet 2008), un président d'association de quartier s'en prend publiquement aux organisateurs de la séance (une association dite « facilitatrice » à dimension régionale constituée d'élites du centre ville de Tanger) pour déplorer : « on n'a pas été mis au courant à l'avance de la tenue de la réunion, on n'a pas eu l'ordre du jour et puis pourquoi c'est vous qui coordonnez cette commission alors qu'il y a ici toutes les associations de Bir Chifa ? ». Si cette intervention semblait provoquer une certaine émotion dans la salle où beaucoup hochaient la tête marquant leur approbation, la suite de la réunion s'est déroulée de façon plus « ordinaire » : présentation Powerpoint par les organisateurs de la réunion des activités futures du projet... Les tours de table savamment orchestrés par les organisateurs ne donnaient lieu qu'à de rares prises de position de la part des concernés présents (c'est à dire les associations de quartier de Bir Chifa. Il y avait aussi quelques cadres de ministères, des représentants de bailleurs de fonds et d'ONG allogènes mais pas d'élus).

De façon générale, il ressort de la fréquentation de ces commissions que les silences de désapprobation pourtant nombreux ne sont jamais pris en compte. Cela sachant que certaines personnes ne veulent pas parler en public pour d'autres raisons : telle présidente d'association ne veut pas prendre la parole devant des hommes, telle autre ne se sent pas à l'aise en arabe car s'exprimant en rifain, ou encore certains analphabètes n'osent prendre la parole se sentant illégitimes...

³⁵ Il faut rappeler que dans ces projets, les commissions locales sont souvent mises sous la tutelle d'autres commissions régionales et nationales également constituées *ad hoc*. Ainsi, dans le projet GOLD par exemple, nous avons montré dans un précédent article que cette superposition faisait que le « local » promu paraissait hors sol, que la domination politique du centre (en l'occurrence de la Direction Générale des Collectivités Locales du ministère de l'intérieur et des représentants du PNUD) se déployait aussi à travers ces projets promoteurs du « local » (Allal, 2007).

A Gafsa, la mise en scène « participative » dénote essentiellement d'un face à face entre agents des autorités et représentants des bailleurs de fonds. Les représentants des associations locales prennent très rarement la parole. La haute surveillance politico policière semble interdire toute prise de position « critique » ou revendicative dans ces espaces.

De façon générale et comme le montre (Futrell, 2002), dans un tout autre contexte, pour les *city commission* aux Etats-Unis, les commissaires (ici les coordinateurs) gardent la maîtrise des impressions, des débats. Pour les cas qui nous intéressent : au Maroc l'espace octroyé permet une expression relative pour les associations locales même si la prise de parole et sa portée restent inégales, tandis qu'à Gafsa la surveillance et la crainte sont tellement présents que ces commissions deviennent des structures formelles pour la célébration par les autorités du « Changement béni opéré par le président ». Dans tous les cas le sentiment fort est que ça se passe ailleurs, que la prise de décision ne se déroule pas là.

2.1. « Participer » mais pour faire quoi?

Ces projets « participatifs » sont aussi traversés par des enjeux localisés, par des petits arrangements et des positionnements qui expliquent également pourquoi et qui « participe ».

Ainsi, à Gafsa comme à Tanger dans le cadre de ces projets, cohabitent des groupes d'acteurs aux enjeux et représentations différents.

A Gafsa, dans une des deux grandes associations locales impliquée dans les projets, et comme nous l'avons dit plus haut, un groupe d'élites locales réputé « indépendant » tente d'agir et de mettre en avant ses compétences pour peser sur les projets, sans que cela ne soit vraiment possible. A plusieurs reprises et dans le cadre de nos entretiens, ces personnes expliquent que c'est une opportunité de sortir de « l'univers impitoyable du régime ». De plus, ils insistent sur leur philanthropie : « nous agissons sans intérêt, nos métiers nous suffisent » répètent-ils à l'envi. Pour ce groupe d'élite sociale gafsienne, outre l'importance de pouvoir se retrouver entre soi, entre amis, ce qui semble en jeu dans le cadre de ces projets, c'est la validation et la valorisation de leur situation d'élites et le sentiment « (...) *d'enfin servir à quelque chose* ».

L'autre grande association de Gafsa impliquée dans ces projets voit l'activisme d'un notable local engagé à une réhabilitation de « sa » médina et la sauvegarde de son « authenticité » pour la débarrasser des *nozouh*, ces « mal urbanisés », auxquels tous les malheurs de la ville incomberaient. Ce président d'association impliqué dans la plupart des activités de ces projets de développement est un héritier prospère issu d'une des « grandes

familles beldis » (de la « bourgeoisie citadine historique ») de la Médina de Gafsa comme il ne cesse de le revendiquer. Il entretient un discours violent sur les *nozouh* (les immigrés des campagnes) « ces populations avec des manières d'être villageoises et campagnardes qui ont rempli la ville et qui sont à l'origine de son déclin ». Dans ce discours, il fait référence à la grande majorité actuelle de la population de la ville. Lui, serait avec encore quelques familles dont on « reconnaît » le nom, les vrais et authentiques gafsiens. L'histoire de ce monsieur et de quelques uns des membres de son association est le récit d'une tentative de réaction au déclassement au long cours et à la perte de pouvoir sur les affaires locales qui frappent ces familles de la Médina de Gafsa. Depuis plusieurs années notamment avec des vagues successives de départ à la fin des années 60 début des années 70 où certains sont allés poursuivre des études supérieures à l'étranger, ces familles « beldis » ont beaucoup émigré à Tunis (et un peu à Sousse), laissant leurs demeures de la médina en délabrement progressif occupées par les franges les plus pauvres de leurs familles. Cette chute démographique des personnes influentes de cette population et l'émergence massive de groupes de population des villes et villages des alentours a progressivement signifié la perte d'influence en termes politiques de ces familles. Le président de l'association grâce à ses amitiés notamment au ministère de l'environnement et le zèle qu'il déploie de plus en plus auprès des instances nationales du parti au pouvoir obtient souvent la primauté des financements des bailleurs de fonds étrangers. Au-delà des discours de revendication de sauvegarde d'une position de notabilité mise en danger, ces projets ont aussi pour enjeu les quelques activités d'affairisme qu'il entretient.

A Tanger, dans la configuration locale des projets mis en œuvre à Bir Chifa, on observe également des acteurs différents. Ainsi, une présidente d'association locale de Bir Chifa est très sollicitée par les bailleurs de fonds, elle est présente dans plusieurs projets. Cette dernière jouit d'une stature de représentativité communautaire qui lui est notamment accordée par les développeurs en tant que « matriarche rifaine » (entretien responsable coopération catalane) du quartier. Elle est en effet reconnue dans le quartier comme une figure importante de la solidarité dans une zone qui a connu et connaît encore des situations dramatiques de misère, de toxicomanie... Cette dame et ses fils sont à la tête de réseaux économiques dans le quartier, leur activisme se déployant par l'entremise des projets de développement dont ils sont devenus experts.

Toujours à Tanger, on peut citer un autre groupe impliqué dans ces projets. C'est le groupe d'élites autour d'une association

régionale professionnelle du développement. Cette dernière « association facilitatrice » est constituée de cadres supérieurs de l'enseignement, de professeurs d'université... Elle se positionne en intermédiaire entre les bailleurs de fonds et les associations de quartiers (c'est elle par exemple qui pilote la commission participative de Bir Chifa citée plus haut). Le professionnalisme poussé et recherché de cette association issue d'un ancien réseau d'associations gauchistes en fait un partenaire indispensable pour ces projets. Pour ses sociétaires leur activisme actuel est une continuité de leur militantisme des années 70 et 80 sous d'autres formes, plus « pragmatiques »...

Débrouille individuelle ou familiale, affairisme, petit entreprenariat, stratégies de distinctions, philanthropie d'élites ou stratégies notabillaires, ces quelques exemples non exhaustifs de représentations, identifications et intérêts pluriels de différents acteurs engagés dans ces processus développementistes donnent également corps à la « participation » promue par les développeurs.

Conclusion

Cette analyse comparative des représentations et des pratiques de la « participation » promue dans le cadre de projets de développement internationaux visant Gafsa et Tanger a permis de montrer l'hégémonie discursive et pratique qui s'y déploie. La « participation » est le produit de discours d'ordre au long cours de la part des autorités ainsi que des représentations misérabilistes et des injonctions paradoxales des développeurs. Les processus de sélection des acteurs dans le cadre de ces dispositifs dits participatifs mis en place, mettent en lumière une cooptation antipolitique des acteurs de la « participation ».

Pour autant, la cooptation et le contrôle politique s'ils produisent des cadres contraignants qui caractérisent ces configurations développementistes autoritaires, ils n'effacent pas pour autant les imaginaires et les intérêts pluriels des acteurs « participant » à ces processus.

In fine, la force de l'injonction « participative » des développeurs semble se réduire à la capacité de célébration unanime de ses vertus démocratisantes. Simultanément, ces discours et ces dispositifs développementistes autorisent la reproduction des régimes politiques autoritaires.

Références bibliographiques :

- Allal A, (2007), « 'Développement international' et 'promotion de la démocratie' : à propos de la 'gouvernance locale' au Maroc », *l'Année du Maghreb* 2007, pp. 275-296.
- Allal A., (2010), « Réformes néo-libérales, clientélismes et protestations en situation politique autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique Africaine*, 118, mars.
- Ayari M.-B., *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, Aix-en-Provence, 2009, 455 p., thèse de doctorat en science politique, Université Aix Marseille III.
- Bayart J.-F., (2004), *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard.
- Bayart J.-F., (2008), « Comparer par le bas », *Société Politiques Comparées*, n.1 janvier.
- Bellier I., (2008), « Le développement et les peuples autochtones : conflits de savoirs et enjeux de nouvelles pratiques politiques », in V. Geronimi, I. et al. (dir.), *Savoirs et politiques du développement, questions en débat à l'aube du XXI siècle*, Paris, Karthala-GEMDEV.
- Bennani-Chraïbi M. et I. Farag, (2007), « Constitution de la jeunesse dans les sociétés arabes : figures, catégories et analyseurs », in Bennani-Chraïbi M. et I. Farag, (dirs.), *Jeunesses des sociétés arabes. Par-delà les promesses et les menaces*, Aux lieux d'être/CEDEJ.
- Bono I., (2008), *Cantiere del Regno. Associazioni, sviluppo e stili di governo in Marocco*, thèse de doctorat de science politique, Université de Turin.
- Bourdieu P. et L. Wacquant, (1998), « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 121, n°1.
- Camau M., 2003, « Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 10 n°2.
- Camau M. et V. Geisser, (2003), *le syndrome autoritaire, politique de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Camau M. et G. Massardier, (2009), « Revisiter les régimes politiques », in Camau M et G. Massardier, (dirs.) *Démocraties et autoritarismes à l'épreuve de la fragmentation des pouvoirs*, Karthala, Paris.
- Catusse M. et F. Vairel, (2003), « "Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre". Métamorphoses et continuité du régime marocain », *Maghreb-Machrek*, n°175, printemps, pp. 73-91.
- Catusse M. et K. Karam, (2009), « Le 'Développement' contre la représentation ? La technicisation du gouvernement local au Liban et au Maroc », in Camau M. et G. Massardier, (dirs.), *Démocraties et*

- autoritarismes. *Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009, pp. 85-120.
- Cheynis É., (2008), *L'espace des transformations de l'action associative au Maroc. Réforme de l'action publique, investissements militants et légitimation internationale*, Thèse pour le doctorat, Paris I.
- Chouikha L. et E. Gobe, (2009), « La Tunisie entre la 'révolte du bassin minier de Gafsa' et l'échéance électorale de 2009 », *L'Année du Maghreb*, 5, p. 387-420.
- Cooke B. et U. Kothari, (2001), *Participation: The New Tyranny?*, Zed Books.
- Desmeres M., (2000), « La société civile tunisienne prise en otage ? », in Hibou, B. (dir.), *La Tunisie de Ben Ali*, Paris, CERI décembre.
- Dezalay Y. et B. Garth, (2008), « L'impérialisme moral. Les juristes et l'impérialisme américain (Philippines, Indonésie) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°171-172, mars, pp.41- 55.
- Emperador Badimon M., (2007), « Diplômés chômeurs au Maroc : dynamiques de pérennisation d'une action collective plurielle », *l'Année du Maghreb* 2007, pp. 297-311.
- Fergusson J., (1990), *The anti politics machine, "development", depoliticization and bureaucratic power in Lesotho*, New-York, Cambridge University Press.
- Ferrie, J.-N., (2000), « Maroc : la mise en place de l'alternance », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1998, Paris, CNRS-Éditions.
- Ferrie, J.-N., (2002), « Succession monarchique et désenchantement de l'alternance partisane au Maroc », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1999, Paris, CNRS-Éditions.
- Futrell R., (2002), « La gouvernance performative. Maîtrise des impressions, travail d'équipe et contrôle du conflit dans les débats d'une *City commission* », *Politix*, vol 15, n°57, pp.147-165.
- Guilhot N., (2001), « La promotion internationale de la démocratie : un regard critique », *Mouvements*, numéro 18, novembre-décembre.
- Hassenteufel P., (2005), « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction d'objets comparatifs en matière de politiques publiques. », *RFSP*, Volume 55, n° 1.
- Hermet G., (2004), « Un régime à pluralisme limité ? À propos de la gouvernance démocratique », *RFSP*, vol 54 n°1.
- Hibou B., (2006), *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris, La Découverte.
- Iraki A., (2003), *Des notables du makhzen à l'épreuve de la « gouvernance »*. *Elites locales, territoires, gestion urbaine et développement au Maroc*, Paris, L'Harmattan/INAU.
- Legros O., (dir.), (2008), *Participations citoyennes et action publique*. *Dakar, Cotonou, Rabat, Tunis, Jérusalem, Sanaa, Paris, Yves Michel*.

- Olivier De Sardan J.-P., (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, APAD-Karthala.
- Rist G., (dir.), (2002), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF.
- Sintomer Y., (2001), *Délibérer, participer, représenter. Vers une sociologie de la justification politique*, thèse d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris V.
- Tozy M., (1999), « Réformes politiques et transition démocratique », *Maghreb – Machrek*, n°164.
- Vigour C., (2005), *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte.
- Watzlawick P. et al., (1975), *Changements, paradoxes et psychothérapie*, Paris, Le Seuil.